

# CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 57 - août-octobre 2018

14<sup>e</sup> année

PRIX LIBRE

SINON VOUS...  
ÇA VA ?



*gabran*

NOTRE PRISE DE POSITION dans les numéros 55 et 56 de *Creuse-Citron* pour une prise de parole libre le 11 novembre au monument aux morts anti-militariste de Gentioux, a déchaîné, comme on pouvait s'y attendre, la hargne de la Fédération nationale de la Libre Pensée dans un communiqué du 24 avril 2018.

Nous ne perdrons pas notre temps à leur répondre et ne rentrerons pas dans un combat d'arrière-garde.

Nous rappellerons simplement que, contrairement à ce qui nous est reproché, nous n'avons jamais écrit une ligne appelant à « empêcher », le rassemblement du 11 novembre.

Nous avons appelé et continuons à appeler tous les pacifistes qui pensent que leur parole n'a pas à être validée, autorisée par une quelconque instance, à se réunir à Gentioux le 11 novembre après la manifestation labellisée « Libre Pensée ».

Comme depuis deux ans, la Libre Pensée (antimilitariste), s'entendra, peut-être, avec les gendarmes pour essayer de nous empêcher de nous exprimer.

Nous affirmons ici que notre démarche est pacifique, que nous ne voulons couper la parole à personne mais que nous comptons bien prendre, devant le monument, le temps d'exprimer ce que nous pensons avec tous ceux qui voudront aussi s'exprimer !

**Rendez-vous, donc vers 12 h en haut de la place de Gentioux, vers la salle des fêtes.  
Et comme d'habitude, nous irons en suite au Villard pour un repas des partageux.**

COLLECTIF CREUSE-CITRON

## Gentioux for ever



## Actualité des projets nuisibles en Creuse

MINES, ÉOLIENNES, enfouissement de déchets radioactifs, carrières monumentales, exploitation forestière intensive, géothermie profonde, sans oublier Linky et autres compteurs intelligents, notre bout du monde est une cible privilégiée pour une politique de croissance à courte vue et de pseudo-écologisme.

L'État inféodé à des entreprises rapaces s' imagine peut-être que le petit nombre de ploucs que nous sommes se laissera faire. Les résistances en cours à tous ces projets sont en train de lui donner tort.

Lors de la soirée-débat proposée par Stopmines23 et *Creuse-Citron* le 14 juin dernier, au Fabuleux destin à Aubusson, différents collectifs et associations qui luttent contre ces différents projets ont prévu de mettre sur pied, dans quelques mois une manifestation collective, de type festival, pour donner une plus large audience à toutes leurs luttes.

La prochaine réunion des collectifs contre les projets nuisibles est prévue le 13 septembre à 20 h 30 au Fabuleux Destin (6, rue Cerclier à Aubusson).

## Vous avez dit « COOPérative » forestière ?

Billet d'humeur

**LE 23 MAI 2018, LA MONTAGNE-CREUSE publiait une interview du directeur-général de la coopérative Alliance bois, à l'occasion de son installation à Aubusson.**

Cette coopérative installe une antenne à Aubusson. Quand je vois le mot « coopérative » dans un article de la *Montagne Creuse*, je trouve l'idée sympa.

Alors je lis.

### Morceaux choisis

*Nous nous sommes [...] développés, en accueillant une centaine de nouveaux adhérents qui viennent s'ajouter aux 40 000 propriétaires forestiers privés de la coopérative. Le chiffre d'affaires a augmenté cette année encore, passant à 171 millions d'euros, dont une part grandissante dans le Limousin, avec 18,2 millions d'euros de chiffre d'affaires. [...] nous fusionnerons normalement en juin*

*avec Coforouest, coopérative forestière du nord-ouest. [...] Notre objectif est aussi d'inciter au reboisement pour redonner de la valeur aux forêts. Nous conseillons la plantation de douglas, qui supporte bien les changements climatiques.*

*Plus loin il explique : Nous avons pu revaloriser les propriétés forestières de nos milliers d'adhérents limousins, en prenant en compte les spécificités du territoire.*

### Questions

Quelle est donc la spécificité de notre territoire ? Le douglas serait-il donc une espèce endémique à la Creuse ? Pour le moins, participe-t-il de l'enrichissement la biodiversité ? Allez voir certains coins du plateau où il est cultivé depuis un siècle : paysages fermés, appauvrissement des sols, dépopulation garantie !

Et puis, naïf que je suis, quand une coopérative atteint les 40 000 adhérents, et

poursuit son agrandissement, que peut-elle viser d'autre que l'enrichissement de ses adhérents, mais surtout, qu'ils la ferment !

*[...] À la coopérative, on regroupe les chantiers, parfois sans même que les propriétaires ne s'en aperçoivent. Cela nous permet de faire un travail de qualité, ce qui est essentiel.*

De quelle qualité parle-t-on ?

Où est la coopération ?

Comment le libéralisme annexe-t-il les mouvements coopératifs ?

Par la croissance !

Plus il y a d'adhérents, moins chacun d'entre eux peut faire entendre sa voix. Et donc la finalité se concentre « naturellement » sur le plus petit dénominateur commun : faire du fric. Et donc on a une coopérative forestière qui n'en a rien à foutre de la forêt. CQFD.

BEEDJEE



## Un trou dans le grillage

Réaction suite au rassemblement du 9 juillet devant la gendarmerie de Felletin

LE 9 JUILLET DERNIER, Nordeen Essak, 19 ans, originaire du Soudan et habitant Faux-la-Montagne, était convoqué à la gendarmerie de Felletin, en vue d'être expulsé. Environ 150 personnes étaient présentes pour tenter d'empêcher l'expulsion de Nordeen vers l'Italie et, de là, peut-être vers le Soudan, dictature notoire, où son père et son frère ont été assassinés. L'ampleur du rassemblement dit assez à quel point Nordeen a su trouver sa place ici. Il a d'ailleurs clairement exprimé son souhait d'y présenter sa demande d'asile, d'y continuer sa vie, parmi ses voisins et ses amis.

Magali Debatte, nouvelle préfète de la Creuse, n'avait pas à enfreindre la loi pour surseoir à l'expulsion. Elle pouvait soit user de son pouvoir discrétionnaire, comme fut déjà fait dans pareil cas, soit simplement laisser passer 48 heures : au-delà de ce délai, méandre administratif oblige, Nordeen pouvait légalement demander l'asile en France. Et l'obtenir peut-être.

Le but du rassemblement du 9 juillet était donc de manifester notre soutien à Nordeen, alors aux mains des gendarmes, de retarder autant que possible son départ en centre de rétention, et de faire pression sur la préfète afin qu'elle accepte de revenir sur sa décision.

Assez tôt dans l'après-midi, certaines des personnes présentes ont pris l'initiative de dresser un barrage de poubelles et de barrières devant la grille de la gendarmerie, seule issue possible pour un véhicule motorisé.

Sans parvenir à l'exprimer, nous avons été quelques-uns, quelques-unes, à ressentir comme un malaise à ce moment-là, puis à nous laisser gagner par la joie revancharde qu'on éprouve à faire face ensemble aux pandores. Il y a pourtant de bonnes raisons de penser que, dès l'installation de cette barricade de fortune, les

chances de Nordeen, si jamais elles avaient existé, étaient malheureusement compromises. En effet, si la préfète pouvait, éventuellement, céder face à une foule nombreuse et déterminée, si elle pouvait hésiter à envoyer ses sbires cogner et gazer des gens désarmés, elle ne pouvait pas ravalier l'affront d'une barricade bloquant une caserne, laquelle barricade finissait par légitimer, à ses yeux du moins, le recours à la force.

C'est regrettable, mais nous savons, nous devrions savoir, que la force n'est pas notre terrain, surtout dans un tel contexte.

L'argument entendu alors : « Nous sommes plus fort avec la barricade que sans », s'il a souvent fait ses preuves à Notre-Dame-des-Landes, pour défendre des lieux de vie et ralentir la bleussaille, ne tient pas la route ici. Quand les gendarmes décident de sortir, ils sortent. Ils en ont mille fois les moyens. La mince ligne de crête sur laquelle nous pouvions nous tenir était de les contraindre à utiliser la force (ils y rechignent parfois) sans les y encourager (ils ne demandent pas mieux). Cent personnes au coude à coude, rassemblées devant les grilles, y auraient sans doute suffi.

Dès lors, le fait d'ébaucher une barricade face aux flics a plus à voir avec un certain imaginaire insurrectionnel qu'avec la situation de Nordeen à ce moment précis. C'est malheureusement une erreur grave de faire passer son propre cinéma avant le sort de la personne que l'on est venu défendre. Et si chacun, chacune des participantes est responsable de la situation telle qu'elle se construit, il faut bien rappeler que cette initiative barricadière n'a pas été décidée collectivement, et que la pseudo discussion à son sujet a eu lieu quand le fait d'enlever barrières et poubelles était devenu une exigence des gendarmes...

Les trois malheureuses canettes, utilisées comme projectiles lors de la charge, n'ont fait que légitimer un peu plus, à leurs yeux toujours, le gazage généralisé qui a eu lieu, et qui pour nous demeure injustifiable.

Pendant ce temps, Nordeen est conduit de force, par un trou pratiqué par les pandores dans leur propre grillage, jusqu'à la voiture qui entame sa déportation.

Un trou dans le grillage, qui fait amèrement écho à ceux pratiqués tant de fois par les exilés pour passer les frontières, s'échapper des camps, forcer le passage vers une liberté toujours plus difficile à saisir. La faute aux États, aux lois scélérates, à l'inertie des populations. La faute aux gouvernements qui, comme le disait une banderole, « ont choisi la mort ». La faute à leurs préfets, à leurs gendarmes, qui ont été plus forts, mais aussi plus malins que nous. Telle qu'elle a été construite ce jour-là, la situation n'a pas permis d'empêcher le départ de Nordeen. Rien ne l'aurait permis peut-être. Encore faut-il tenter d'en tirer quelques leçons, tant ce genre de moment est appelé à se reproduire ici ou ailleurs.

L'enjeu est clair : ne pas laisser le pouvoir expulser en paix. Défendre l'accueil contre les expulsions. Bien des choses peuvent être tentées dans ce sens. Certaines le sont déjà, parfois depuis longtemps. En ce qui concerne les actions à mener, il semble essentiel que des sensibilités différentes puissent trouver leur place. Il s'agit seulement d'être clair sur les moyens que nous nous donnons collectivement, de risquer ensemble les pauvres cartes que nous avons en main, quand nos amis exilés, eux, risquent leur existence. Pour l'heure, c'est tout ce que nous pouvons faire.

Continuons.

DAVID, FANNY, MARIE-ANGE ET PATRICK



## Un trou dans le grillage (suite)

Plus tard, nous apprendrons qu'après avoir été molesté, puis menotté tout au long du trajet Noredeen a été enfermé au centre de rétention du Mesnil-Amelot, en région parisienne.

Au moment de le conduire à l'aéroport, le policier qui l'emmenait lui a demandé s'il désirait, ou non, partir en Italie. Dès le début, Noredeen avait décidé de ne pas se soustraire aux procédures, de ne pas fuir encore, mais d'affirmer son souhait jusqu'au bout. Il a donc répondu par la négative. Pour le moins curieusement, il a alors été relâché, livré à lui-même dans ce coin inconnu. S'en est suivie une période incertaine : serait-il ou non « en fuite » aux yeux de la loi ?

Grâce à ses soutiens, notamment juridiques, la question a trouvé réponse le lundi 23 juillet au tribunal administratif de Limoges. La préfecture, c'est-à-dire la préfète, y a fait savoir qu'elle renonçait à ses poursuites et autorisait Noredeen à demander l'asile en France.

Cet épilogue provisoire, en plus de nous réjouir bien vivement pour Noredeen et ses proches, montre encore qu'il est utile et nécessaire de se rassembler face au pouvoir, aujourd'hui comme demain. On reste pourtant sidéré devant la débauche de moyens policiers, les souffrances infligées, pour un résultat que le bon sens et un soupçon d'hospitalité, auraient suffi à produire.

Face à ces aberrations, les réponses continuent d'éclorre. Un certain nombre d'habitants, et notamment de conseillers municipaux de la Montagne limousine font circuler une pétition sans ambiguïté. Son propos pourra s'étendre au département dans son ensemble, et au-delà, tant qu'il y aura du monde pour le porter. Du côté d'Aubusson et de Felletin, les initiatives déjà en place s'étoffent d'une présence régulière sur le marché de Felletin, d'une assemblée (pas encore régulière) pour avancer sur la question de l'accueil, comme à Guéret où une manifestation est organisée tous les jeudis devant la préfecture (cf. ci-contre). Trop souvent les événements choquants cuisinent des soufflés qui retombent. Plus que la rage événementielle, c'est bien le sens de l'hospitalité qui doit nous animer. L'hospitalité défendue dans son principe, pratiquée autant que possible au jour le jour, avec ses difficultés, ses bonheurs. Son parfum d'un autre monde.

LES MÊMES

## Je suis « FICHÉ F » F comme Fraternité

« Aux termes de l'article 2 de la Constitution : « La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ». La Constitution se réfère également, dans son préambule et dans son article 72-3, à l'« idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité ». Il en ressort que la fraternité est un principe à valeur constitutionnelle. »

Décision du 6 juillet 2018 du Conseil constitutionnel

En tant que Voisin vigilant je dénonce la chasse aux migrants par les préfectures.

En conséquence je demande la réadmission dans le département de la Sarthe d'où elle vient, de Magali Debatte, préfète de la Creuse. Ce serait une procédure normale qui ramènerait calme et sérénité pour toutes les Creusoises et tous les Creusois

Cette affichette, publiée à la suite des événements du 9 juillet a largement circulé à Aubusson et Felletin.

## RESF23 Communiqué de presse du lundi 23 juillet 2018



EN 2003, S'EST CRÉÉ EN CREUSE un collectif informel « Halte aux Expulsions ». Ce collectif a agi au cours des années suivantes pour dénoncer une politique d'expulsions et de communication erronée par rapport aux réfugié.e.s cherchant protection et accueil sur notre territoire.

En 2015 un groupe de citoyen.ne.s toujours en veille et actif dans ce cadre informel pour aider les migrant.e.s victimes d'une politique répressive, a décidé de s'organiser en association. Appelée RESF 23 en écho à l'association nationale Réseau Éducation Sans Frontière, cette association a pour objectif d'aider les réfugié.e.s dans leurs démarches administratives, lorsqu'ils ou elles ne dépendent plus des services de l'État, mais ont encore des droits juridiques.

Début 2018, suite à de très nombreuses OQTF (Obligation de quitter le territoire français) envoyées à des personnes sans titre de séjour, présentes en Creuse depuis plusieurs années, beaucoup avec des enfants, bien intégrées et désireuses de rester en Creuse, nous avons écrit une lettre ouverte à M. le Préfet pour nous élever contre ces mesures et décidé d'appeler à un rassemblement pacifique et ouvert à tous et toutes les jeudis à 18 heures devant la Préfecture.

Actuellement, en France, des cercles de silence sont organisés chaque semaine dans environ 180 villes pour protester contre le sort fait aux réfugié.es. En écho à ce mouvement, nous nous mettons en cercle pour échanger des informations, chercher des solutions, faire part de nos colères.

Les rassemblements continuent pendant l'été.

Les personnes souhaitant apporter une aide financière aux migrants.te.s par le biais de l'association peuvent envoyer un chèque à l'ordre de RESF23 adressé à Mme la présidente de RESF23, 16 Barbant, 23000 Saint-Laurent.

Courriel RESF 23 : [resfcreuse23@gmail.com](mailto:resfcreuse23@gmail.com)

Tel : 06 01 48 94 14 ou 07 71 17 17 66 ou 05 55 41 04 39



## Tous unis contre les expulsions

*Voici un texte produit par des habitants et amis de la Montagne limousine, dont de nombreux élus locaux et figures intellectuelles ou artistiques locales, qui ont décidé de ne pas tenir compte des Obligations de quitter le territoire français (OQTF) pour empêcher les expulsions des exilés qui ont trouvé refuge sur ce territoire. « Nous appelons tout le monde, partout, à faire de même, à exercer ce "devoir de fraternité" dont de lointaines révolutions nous ont laissé l'héritage. »*

### **Il n'y aura pas d'expulsion sur la Montagne Limousine !**

Aussi loin que l'on puisse remonter, la Montagne limousine a été une terre d'émigration, mais aussi une terre d'accueil pour toutes sortes de migrants, d'exilés.

Voici quelques années que la « question migratoire » refait son apparition sur les plateaux de la Montagne limousine sous un jour nouveau. Il y a trois à quatre ans, des Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) ont ouvert dans plusieurs communes de la Montagne et de sa périphérie. Suite à l'expulsion militaire du campement informel de migrants de Calais, qui réunissait près de 9 000 personnes, s'y sont ajoutés, comme dans de nombreuses campagnes françaises, les très mal nommés « Centres d'accueil et d'orientation » (CAO).

Dans les communes qui se portèrent alors candidates à accueillir de tels centres et dans les communes avoisinantes, des collectifs, des initiatives plus individuelles ont fleuri pour organiser l'hospitalité et la solidarité avec ceux et celles qui arrivaient sur notre territoire sans l'avoir choisi.

Des centaines d'habitants de la Montagne se sont ainsi coordonnés, parfois avec le soutien d'élus locaux, pour faire une place à ces nouveaux venus. Cours de français, activités diverses, repas conviviaux, transports ont été mis en

place par des collectifs d'habitants solidaires. Puis, assez vite, avec l'inéluctable arrivée des premiers « déboutés » du droit d'asile et leur sortie des dispositifs d'accompagnement légaux, habitat, subsistance, assistance juridique et morale se sont improvisés, de la même manière.

Ce qui relevait des gestes les plus simples, les plus humains dans les premiers temps, s'est progressivement mué en une nécessaire organisation à la marge de la légalité. Légalité qui ne laisse que peu de place à l'expression d'une véritable solidarité avec les exilés, voire qui bien souvent la condamne, la poursuit.

Alors qu'une certaine mansuétude semblait caractériser l'application de la loi dans notre région dans la période récente, un certain nombre de personnes demandeuses d'asile et déboutées ont décidé de rester, de s'installer sur nos plateaux, dans nos communes pour le plus grand plaisir de la plupart des habitants, heureux d'accueillir et d'accompagner cette incontestable source de vitalité, de joie et d'ouverture culturelle. Nous leur avons, de multiples manières, fait place dans nos vies, ils et elles en font désormais partie intégrante. Il n'y a plus que des écarts d'ordre « légaux » entre eux, elles et nous.

Alors quand nous réalisons, ces dernières semaines, qu'un tour de vis, annoncé par le gouvernement depuis longtemps sur la « politique d'accueil », produit ses premiers effets visibles sur nos amis, nous

ne pouvons réprimer plus longtemps notre colère. Nous les avons accueillis sans demander l'autorisation à personne, nous nous sommes organisés pour rendre leur vie ici possible même si nous ne sommes pas encore parvenus à lever toutes les difficultés causées par leur statut « légal ». Nous avons bien compris que l'opération catastrophique de maintien de l'ordre du 9 juillet 2018 à Fellestin, en Creuse, valait comme un avertissement. Mais renvoyer, ou laisser renvoyer, les gens qui ont tout fait pour en partir, dans des pays où ne les attendent que persécutions, misère, torture et mort, n'est toujours pas, pour nous, un choix envisageable.

Nous, habitants et amis des diverses communes de la Montagne et de ses alentours, avons donc décidé de répondre aux Obligations de quitter le territoire français (OQTF), aux ordres de « reconduite à la frontière », émis par les préfetures dont chacun de nos villages dépendent, de la même façon que nous avons répondu à cette situation jusque-là. Nous n'en tiendrons aucun compte. Mieux, nous serons de celles et ceux qui feront tout pour qu'ils ne soient pas suivis d'effet. Il n'y aura pas d'expulsion d'exilés sur la Montagne limousine, qu'on se le dise !

Nous appelons tout le monde, partout, à faire de même, à exercer ce « devoir de fraternité » dont de lointaines révolutions nous ont laissé l'héritage.

## Plan particulier pour la Creuse : le début des hostilités

**Les propositions du Plan particulier pour la Creuse (PPC) ont été transmises à Matignon le 16 juillet. Les projets « seront lancés le plus rapidement possible dès la rentrée prochaine » pour créer un « effet de choc<sup>1</sup> ». Malgré l'annonce de quelques projets retenus, les détails du plan ne sont pas divulgués. Ce type de communication ne laisse rien envisager de bon.**

LES CONTRADICTIONS FONT BON MÉNAGE au sein du PPC<sup>2</sup>. Cela n'a rien d'étonnant : pour faire accepter ce dernier, ses promoteurs s'appuient essentiellement sur le culte qu'une majeure partie de la population voue au numérique, à la vie connectée et aux machines. Cette croyance quasi-religieuse en l'immatérialité de l'Internet, en la neutralité de la technologie, permet d'imposer, à priori, tous les projets nuisibles, possibles et inimaginables, au pays et à ses habitants. La formule magique la plus efficace pour transformer le monde via l'interconnexion de tout – territoires, villes, villages, maisons, objets – et de tous résidant dans ce préfixe : « smart<sup>3</sup> ».

On ne le répètera pourtant jamais assez : la société numérique est une société où la consommation électrique est en constante augmentation. C'est donc une société nucléaire – même si les centrales sont ailleurs ; et en vérité, si l'une d'entre elles venait à lâcher, on comprendrait vite qu'elles sont ici – à laquelle on doit surajouter une multitude de procédés (éoliens, photovoltaïques, géothermiques, hydrauliques, etc.) provoquant leurs nuisances particulières, pour lui fournir l'énergie dont elle a besoin. Autrement dit, il faut beaucoup d'électricité pour faire tourner le monde numérique et tout est bon qui en produit et/ou en consomme pour celui qui la vend, peu importe les conséquences. On verra plus tard.

La volonté du groupe « transition énergétique » d'atteindre « l'autonomie électrique du département pour 2030, le tout en énergie renouvelable » et « d'accompagner les collectivités pour faire des économies d'énergie » est donc vaine. Ou ce genre de position relève-t-il de l'hypocrisie ? La référente du groupe, Pauline Cazier, élue guérétoise, avoue pourtant que « les bâtiments publics, la flotte de véhicules [électriques bien-sûr, n.d.a.] et l'éclairage public, tout cela consomme énormément ». Pour couronner le tout, un « projet de smart grid, [...] sur

lequel travaille déjà Bourgneuf » va être expérimenté « pour être déployé dans d'autres communes creusoises<sup>4</sup> ».

Pour « accentuer les conditions du bien vivre en Creuse », on va multiplier les antennes de téléphonie mobile en 4G, mettre en place une stratégie de « smart villages » pour 50 communes, entreprendre la « modernisation de l'ancienne route Clermont-Limoges (RD 941) » sans oublier, tant qu'on y est, de l'intégrer au « réseau de routes intelligentes [qui] permettra de préparer le développement des voitures autonomes<sup>5</sup> ». Il faut aussi créer « des plans formations spécifiques », comme la mise en place d'une filière nouvelles technologies liées au BTP au Lycée des métiers du bâtiment de Felletin (bâtiments connectés et « télé-pilotage » de drones bien-sûr). On feint là d'ignorer que si la Creuse a été jusqu'ici relativement préservée, c'est parce qu'entre autre, les villages sont restés, en partie, des villages, que les maisons sont toujours des maisons et que des « zones blanches » sont présentes un peu partout. Et s'il est préférable qu'aucune autoroute ne vienne moderniser le paysage, il faut aussi empêcher que le vol des drones ne se mêle davantage à celui des oiseaux.

D'ailleurs, quand ce n'est pas explicitement pour se déconnecter, pour décrocher de cette vie « moderne » qui transforme le monde en « smart-planète », que des individus viennent « redonner un élan positif à la démographie du département », c'est souvent par nécessité de santé, tant les dégâts technologiques et environnementaux pourrissent littéralement la vie de quantité d'hominoïdes. Et c'est surtout pour ça qu'Eric Correia et consorts ont pu jouer les publicistes pour chanvre thérapeutique et voir leur projet retenu. Jouany Chatoux avouait déjà se « faire la main pour ne pas laisser le terrain à d'autres<sup>6</sup> ». Ne faudrait-il pas, avant tout, dénoncer, et si possible supprimer, les causes de tant de maladies environnementales, plutôt que de développer ce qui n'est, en fin de compte, qu'un palliatif aux palliatifs que constituent les nombreuses

thérapies de la médecine moderne (chimio-thérapie, radio-thérapie, etc.) ? Au vu de l'ensemble des projets contenus dans le PPC, ces messieurs peuvent être assurés d'une chose : les clients seront nombreux.

Enfin, on semble prendre en compte les mérites des « circuits courts », bien que 100 ha vont être sacrifiés, à proximité de la RN 145, à des acteurs de la grande distribution, géants de l'Internet, tels qu'Alibaba et Amazon. Mais nous savons désormais que les circuits courts, habituellement mis en place par certains producteurs, comme à Guéret, Boussac ou Chambon-sur-Voueize par exemple, le sont sous forme de « drives », c'est-à-dire via des portails Internet... Ces fameux circuits, pas si courts, ne sont donc pas sans intermédiaires. Internet est en majeure partie la propriété des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Il faut des serveurs gigantesques pour stocker les méga-données (big-data) et tout l'appareillage indispensable (ordinateurs, tablettes, smartphones) pour se connecter. Et si quelques pratiques restent apparemment gratuites, comme l'utilisation de certains réseaux sociaux, sur Internet, « quand c'est gratuit, c'est vous le produit ».

La non-vie connectée et automatisée hyper-électrique n'est pas négociable. La possibilité, beaucoup plus simple, de ne pas créer d'infrastructures énergivores – celles du plan le sont toutes – doit donc être ignorée et les territoires sacrifiés. Les « énergies renouvelables » auront inévitablement de graves conséquences environnementales. L'éolien nécessite des quantités de terres rares et ses effets sur le paysage seront très appréciés. Les technologies et énergies « propres » n'existent décidément pas.

Et le superficiel – Internet, bagnoles électriques, drones, smart-phones – aura donc pour prix l'essentiel – pureté de l'air et de l'eau, nourriture saine, beauté du paysage, silence et grands espaces.

1. *La Montagne*, 17 juillet 2018.

2. Cf. *Creuse-Citron*, n° 56 : « Plan particulier de la Creuse et hyper-ruralité : la campagne se meurt, la technocratie l'achève ».

3. C'est-à-dire connecté, communicant. On rencontre désormais ce terme partout : smart-city, smart-box, smart-village, smart-phone, etc. Bien qu'on le traduise habituellement par

« intelligent » (compteurs intelligents, maisons intelligentes, voitures intelligentes, lunettes intelligentes, etc.), cette « intelligence » n'a rien à voir avec la faculté de discernement que recouvre le sens du mot français. Une plus juste traduction de l'anglais serait « futé » ou « malin ».

D'ailleurs les anglophones s'en servent surtout pour désigner le Renseignement (CIA : Central

Intelligence Agency), l'espionnage, de sorte que l'inconscient de la traduction trahit la fonction de contrôle et de surveillance de ces dispositifs.

4. *La Montagne*, 5 juillet 2018.

5. Cf. document « États généraux du PPC », 22 juin 2018, sur <http://www.creuse.gouv.fr> et *La Montagne*, 24 juillet 2018.

6. *La Montagne*, 18 juin 2018.



Montage effectué à partir d'une sérigraphie de MODESTE RICHARD, parue dans la revue *Hors-sol*, n° 3.

## Limousin « Hors-contrôle »

LES OBLIGATIONS ET CONTRÔLES relatifs à la gestion administrative par les normes agricoles posent beaucoup de problèmes dans les fermes<sup>1</sup>. Quand tout sur terre tient sa légitimité de l'économie, que les pratiques paysannes et artisanales ancestrales ont disparu avec les sociétés dont elles étaient la respiration, à moins de posséder « un statut de *dhimmis* de la technoscience », « sous garantie des conventions internationales et label *terroir premier*<sup>2</sup> », refuser de se plier, ou plus pathétiquement, tenter de se plier sans y parvenir, aux modes et directives sans cesse changeantes de la production agro-industrielle, se paye de sanctions extrêmement lourdes et violentes. En témoignent la mort de Jérôme Laronze, abattu en Saône-et-Loire par des gendarmes, suite au contrôle de sa ferme, le nombre croissant de suicides chez les agriculteurs ou les sanctions encourues par les opposants au puçage électronique<sup>3</sup>. Les questions soulevées par le collectif « hors-normes<sup>4</sup> », créé suite à la mort de Jérôme Laronze par des agriculteurs opposés à la bureaucratie agroalimentaire, suscitent donc un intérêt croissant. De nombreux groupes locaux se constituent partout en France et commencent à s'emparer de ces sujets.

C'est dans cette optique qu'une cinquantaine de personnes se sont réunies le dimanche 6 mai à la Renouée (Gentioux) pour discuter de ce qu'il en est dans la région. Partant de témoignages d'éleveurs, maraîchers, producteurs, mais aussi de personnes soucieuses de connaître les réalités quotidiennes de ceux qui font encore, malgré tout, le bonheur de leur palais, de les écouter et de les soutenir en se défiant des intermédiaires institutionnels (services sanitaires, syndicats agricoles, labellisations, services de consommateurs, etc.), plusieurs perspectives ont été dégagées. D'abord, favoriser des moments d'échanges autour des

pratiques agricoles de chacun et autour des problèmes rencontrés par beaucoup face à la bureaucratie. Rétablir une communication directe et sans tabous entre producteurs et consommateurs, en expliquant ce qui se vit réellement sur les fermes, l'absurdité croissante engendrée par la multiplication des normes sanitaires et les contrôles issus de cette normalisation à marche forcée. Être présent sur les marchés pour engager le débat publiquement.

Les prochaines rencontres nationales « Hors-normes » auront lieu les 21, 22 et 23 septembre dans le Puy-de-Dôme, dans un lieu qui reste à déterminer. Une liste courriel a été créée pour informer et mobiliser dans le Limousin. Pour vous y inscrire, être informé des prochaines réunions et pour toute autre question, écrire à [limousinhorscontrole@riseup.net](mailto:limousinhorscontrole@riseup.net).

1. Cf. *IPNS* n° 63 p. 16. Les auteurs ne semblent, en revanche, pas s'inquiéter de cette norme absurde qu'est l'écriture « inclusive », abondamment utilisée dans l'article.

2. René Riesel, *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, Éditions le L'Encyclopédie des Nuisances, 2001, p. 49. *Dhimmis* : statut des juifs et des chrétiens de l'Islam.

3. Cf. *Creuse-Citron*, n° 55. Mi-mars, la DDSCPP a enjoint les deux exploitations tarnaises qui refusaient le puçage de leur troupeau de « se mettre en conformité avec la réglementation » sans quoi leur dossier administratif serait transmis au procureur d'Albi. Les amendes encourues en cas de procès pourraient aller jusqu'à 450 € par bête. A multiplier par 50 chèvres ou 250 moutons. En attendant, tout mouvement des troupeaux, donc toute vente, a été interdit.

4. Cf. *Creuse-Citron*, n° 54 et 55.

## Conseil scientifique de l'Éducation nationale : la fabrique des enfants

MERCREDI 10 JANVIER 2018, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, met en place une nouvelle instance baptisée Conseil scientifique de l'Éducation nationale, avec, pour président, Stanislas Dehaene, directeur de l'unité de neurosciences cognitives à Neurospin – Centre européen d'imagerie par résonance magnétique nucléaire (INSERM, CEA, INRIA) basé au centre du CEA à Saclay – professeur au Collège de France, chaire de psychologie cognitive expérimentale. Sur les 21 membres, on compte six chercheurs en sciences cognitives, trois philosophes, une linguiste, trois spécialistes du développement de l'enfant, deux économistes, deux sociologues, deux spécialistes des sciences de l'éducation, un mathématicien et un informaticien. « Nous devons donner à nos élèves des outils pour bien vivre dans ce monde », déclare Jean-Michel Blanquer. Il s'agit de refonder l'éducation sur une base rationnelle : « Nous allons tenter de dégager des facteurs qui ont prouvé leur effet bénéfique sur l'apprentissage des enfants », explique Stanislas Dehaene. « Ensuite, ce sera aux enseignants de s'en emparer pour les transformer en pédagogies effectives. » « Notre propos n'est évidemment pas d'évaluer les enseignants, mais de leur donner une idée précise des progrès de chaque enfant, afin de les aider à ajuster leur pédagogie. Toutes nos actions seront centrées sur l'enfant<sup>1</sup>. » C'est comme condition du bonheur et de l'épanouissement personnel qu'un individu doit avoir les moyens de trouver sa place dans la société qui l'a vu naître. Inversement, la société étant nécessaire au bien commun, l'individu doit pouvoir s'y rendre utile : pour Ghislaine Dehaene-Lambertz, pédiatre, directrice de l'équipe de neuro-imagerie du développement à Neurospin, épouse du président du Conseil scientifique de l'Éducation nationale, il s'agit « d'enseigner les connaissances nécessaires au jeune humain pour être un adulte efficace dans sa société et sa culture<sup>2</sup> ». Autrement dit, il faut optimiser les enfants, comme s'il s'agissait de machines. Si le système éducatif français se donne pour but de former les futurs citoyens en leur enseignant « un socle commun de connaissances, de compétences et de culture », c'est avant tout pour les adapter à la société telle qu'elle est, de

sorte qu'ils finissent par rechercher spontanément les buts mêmes de cette société. Excepté les possibilités d'action offertes dans et par le milieu technique, ils n'ont alors plus la possibilité de changer quoi que ce soit par eux-mêmes.

L'éducation est devenue science de l'éducation, même si pour quelques enseignants encore, elle est aussi et surtout un art. Outre le fait que sous le nom de science se cache désormais le mariage forcé entre recherche scientifique et innovation technique, cela implique que l'enseignement moderne ne doit plus avoir de but humaniste, il n'a qu'un but : fabriquer des techniciens. Lorsque ces nouvelles méthodes d'éducation « centrées sur l'enfant » assimilent ce dernier à un ensemble de fonctions cognitives, ses relations avec autrui sont envisagées comme une perte d'autonomie à laquelle il faut remédier par un dispositif technique (ordinateur pour mieux écrire, Ritaline pour l'hyperactivité, etc.) en lieu et place de l'accompagnement attentif d'un ou plusieurs adultes. Mais si ces méthodes font déjà sentir leur influence dans les classes, c'est surtout comme justification de l'équipement massif des établissements scolaires en interfaces numériques. Dans cette histoire, la victoire va à ceux qui empochent l'argent, et à la technique qui ne cesse de gagner en puissance. Ces recherches elles-mêmes, aussi captivantes et ingénieuses soient-elles pour ceux qui les pratiquent, n'apportent finalement que peu de nouvelles connaissances sur l'esprit humain. D'un autre côté, ce peu de connaissances nouvelles permet d'envisager des progrès fulgurants dans les domaines de la propagande et de la manipulation des masses. En imaginant que la collaboration des sciences numériques et cognitives puisse parvenir à mettre au point un système d'enseignement efficace, ce ne sera pas l'enfant lui-même et pour lui-même qui sera formé, mais l'enfant dans la société et pour la société cybernétique<sup>3</sup>. On peut alors craindre qu'advienne un équilibre social nouveau où l'individu sera d'autant mieux adapté que ses difficultés personnelles lui apparaîtront, non plus comme des réactions à un milieu de vie inhumain, mais comme des défaillances qui lui sont propres et auxquelles la collectivité se doit

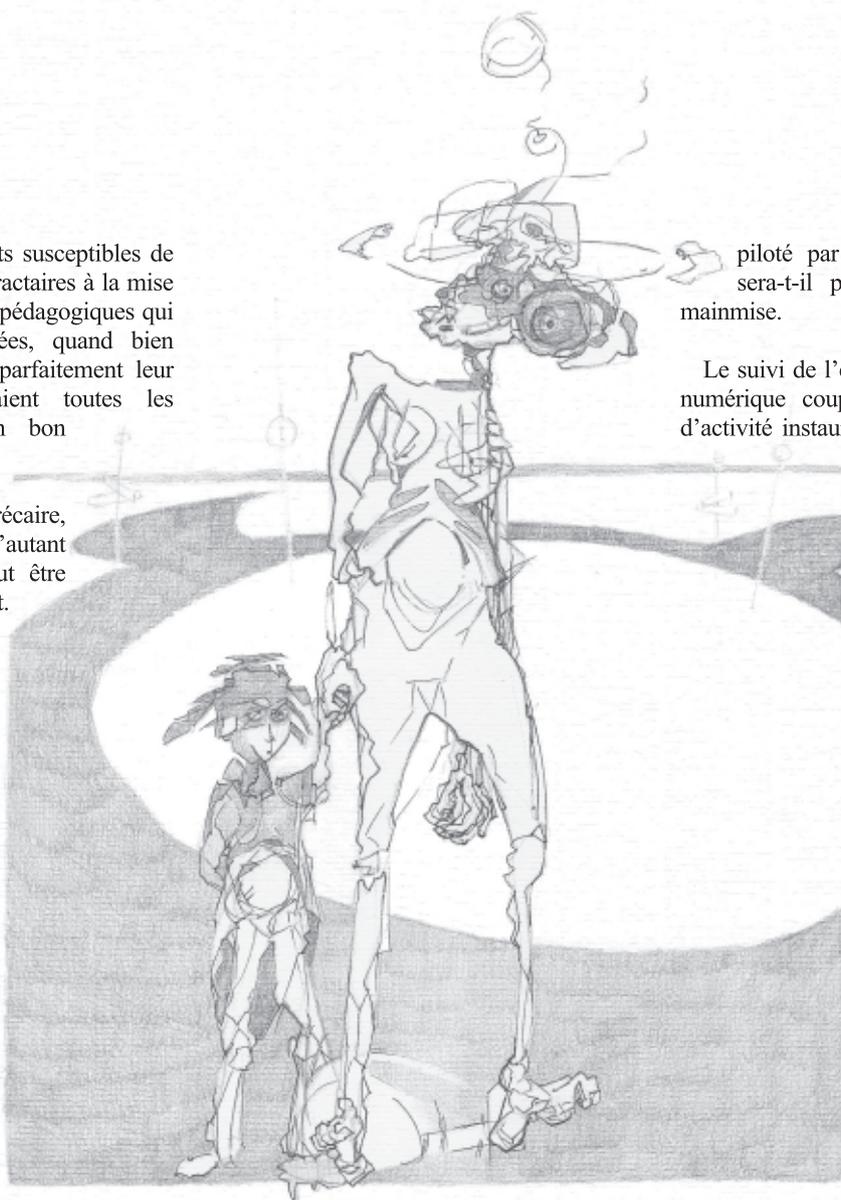
de remédier. Le risque de déstabilisation sociale que peut provoquer l'insatisfaction serait alors écarté : ainsi formé, l'Homme se détourne de la recherche des causes réelles de ses misères jusqu'à les occulter complètement. Dans le Code de l'éducation, on peut lire que « l'enseignement moral et civique vise notamment à amener les élèves à devenir des citoyens responsables et libres<sup>4</sup> ». Cette liberté consiste aujourd'hui en ce que l'enfant ressent le moins possible le minutieux conditionnement qu'on lui inflige, et par lequel il finira par s'habituer à une obéissance aliénante dans la joie.

Ce Conseil est chargé de mettre à la disposition des enseignants les « outils psychopédagogiques qui auront été validés », et de transposer à la réalité du terrain les résultats d'études scientifiques « par des recommandations explicites sur la manière de conduire un cours<sup>5</sup> ». Il est entendu que l'efficacité maximum, avec les professeurs, s'obtient lorsqu'ils sont convaincus d'exercer librement leur métier. Mis à part quelques exceptions<sup>6</sup>, ils se sont déjà vu imposer « sans broncher » le tout numérique dans leur classe – pour faire l'appel « en ligne », remplir le cahier de texte et le livret scolaire « en ligne », communiquer avec les élèves, les parents d'élèves, les collègues et la hiérarchie – et des programmes versatiles où l'enseignement de savoirs et de savoirs-faire fondamentaux pour penser a laissé place à l'acquisition de compétences normalisées et régulièrement réadaptées aux besoins changeants de la société. Ceci est effectivement très commode pour le calcul de l'orientation des élèves et de leur future employabilité. La validation des compétences par items a donc remplacé la notation chiffrée. Mais pour refléter un tant soit peu le travail de l'élève, cela nécessite de recourir à des processus automatisés tant les items sont nombreux (dans certains établissements, des professeurs scannent leur classe avec leur smartphone alors que les élèves brandissent des QR Codes, d'autres récupèrent les fichiers audio enregistrés par les enfants sur des baladeurs connectés mis à leur disposition car ils n'ont plus le temps d'écouter les enfants réciter leurs leçons en classe). La sélection opérée par les concours permet déjà d'éliminer une

bonne partie des candidats susceptibles de se montrer inaptes ou réfractaires à la mise en œuvre des procédures pédagogiques qui leur seront communiquées, quand bien même ils maîtriseraient parfaitement leur discipline et posséderaient toutes les qualités humaines d'un bon professeur. Il est toujours temps, ensuite, de leur faire signer un contrat précaire, plus économique et d'autant plus commode qu'il peut être rompu à tout moment.

Une récente enquête menée par le syndicat Sud éducation révèle que, depuis la réforme de la formation des professeurs de 2013, chaque année, de plus en plus de professeurs stagiaires témoignent d'un sentiment d'injustice et de la souffrance qu'ils doivent endurer pour obtenir leur titularisation. Beaucoup accusent leurs formateurs, tuteurs, inspecteurs ou chefs d'établissement de les humilier et d'être cruels. Certains dénoncent également

l'inutilité de cet accompagnement<sup>7</sup>. L'année de stage permet certes d'opérer une sélection plus fine, mais elle installe aussi chez beaucoup de professeurs une certaine désillusion vis-à-vis du sens de leur travail qui s'accompagne parfois d'un véritable dégoût de l'institution et de ses attentes. Les réformateurs s'attendent donc à perfectionner cette formation en lui appliquant un



piloté par l'institution, peut-être ne sera-t-il plus tenté d'en rejeter la mainmise.

Le suivi de l'enfant par le livret scolaire numérique couplé au compte personnel d'activité instauré par la récente loi « travail », censé prendre le relais une fois la scolarité terminée, permettra une surveillance et un contrôle, discrets et efficaces, à toutes les étapes de la vie (géographiquement, biologiquement, économiquement, etc.). La police, devenue elle aussi scientifique, connaîtra alors avec exactitude tout ce qui lui sera nécessaire pour pouvoir contraindre chaque individu sans brutalité. À ce jour, l'initiative individuelle risque encore, et en permanence, d'échapper aux prévisions de l'intelligence artificielle. Pour les chercheurs, il s'agit donc, et de perfectionner la technique, et de sou-

mettre l'Homme à une nouvelle technique telle qu'il ne ressente plus les grippages de la précédente et qu'il n'ait plus d'initiative vis-à-vis d'elle. Voilà à quoi travaille ce nouveau Conseil scientifique de l'Éducation nationale.

principe simple : « *faire participer, c'est faire accepter* ». Par le développement de liens de plus en plus étroits entre la formation des professeurs et la recherche en sciences humaines, le stagiaire se sentira partie prenante des travaux de recherche depuis le terrain d'expérimentation que constitue la classe. Ainsi valorisé et intégré au processus d'innovation pédagogique

mettre l'Homme à une nouvelle technique telle qu'il ne ressente plus les grippages de la précédente et qu'il n'ait plus d'initiative vis-à-vis d'elle. Voilà à quoi travaille ce nouveau Conseil scientifique de l'Éducation nationale.

NANCY

1. *Le Monde Éducation*, 9 janvier 2018.

2. Programme de la conférence internationale intitulée « Le rôle de l'expérimentation dans le domaine éducatif » organisée par le Conseil scientifique de l'Éducation nationale au Collège de France le 1<sup>er</sup> février 2018.

3. Mot proposé en 1948 par le mathématicien américain Norbert Wiener pour désigner l'étude des processus de contrôle et de communication. Cette science a « *dès ses premiers développements exprimé*

*des vellétés d'immixtion dans les affaires sociales et politiques et dans le gouvernement des hommes* », avec comme principal objectif de « *suppléer aux faiblesses humaines en créant une machine capable de contrôler, de prévoir et de gouverner* » (Céline Lafontaine, *L'Empire cybernétique. De la machine à penser à la pensée machine*, Le Seuil, 2004 ; cité dans *L'Inventaire*, n° 1, Sarah Guillet, *L'Horizon intellectuel de la cybernétique*, 2014, p. 70).

4. Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation

et de programmation pour la refondation de l'école de la République, consolidée le 28 juillet 2018, article 41.

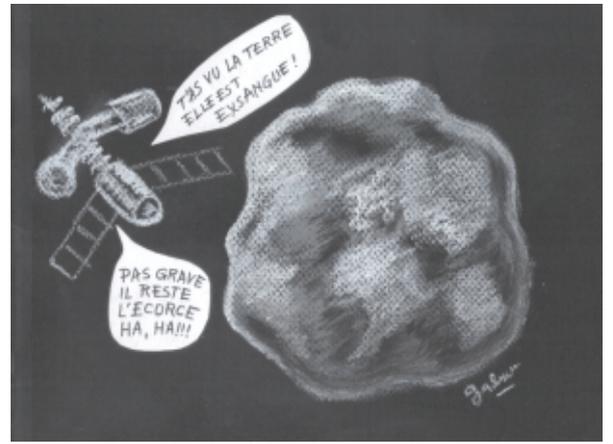
5. *Le Monde Éducation*, 9 janvier 2018.

6. Voir par exemple *L'Appel de Beauchastel contre l'école numérique*, 2015. Texte disponible sur demande à *Creuse-Citron*.

7. Voir le communiqué de Sud Éducation Limousin du 28 juin 2018 sur leur site [solidaires87.org/sudeducalimousin/](http://solidaires87.org/sudeducalimousin/)

## À part ça tout va bien

### Brèves anti-industrielles



TROUVÉ RÉCEMMENT DANS LE CAHIER D'EXERCICES de mon fils en CM2 : « Sur environ 5 400 espèces de mammifères, 25 % sont menacées de disparition. Calcule le nombre d'espèces de mammifères menacées ».

On peut se demander quels genres d'adultes deviendront des enfants qui auront grandi dans un tel monde, où de telles perspectives et de tels raisonnements sont désormais si banals, si officiels, à l'école et ailleurs.

Mais en fait, quels genre d'adultes sommes-nous déjà, nous qui pouvons lire dans le journal, apparemment paisiblement, les promesses de disparition, d'ici 20 ans au plus, des grands singes, nos si proches cousins, ou des éléphants, lions et autres tigres de nos rêves d'enfance.

(Il faut bien de l'huile de palme pour le carburant et la pâte à tartiner...).

Maintenant, comment s'émouvoir pour quelques bêtes, quand ce sont des êtres humains que la police de notre pays noie en masse dans la Méditerranée ? (Je résume).

Pas étonnant, avec tout ça, qu'on ne soit pas très à l'aise pour élever nos gosses – quelle idée aussi de les avoir fait venir dans ce charnier. C'est peut-être pour ça, en fait, qu'on a tant de mal à les regarder en face, à leur dire « non » ? Qu'on est si complaisant par exemple à les voir plonger dans les arrières-mondes numériques. La honte. Mais toute l'eau de l'océan ne suffirait pas à laver une tache de sang intellectuelle.

&

À propos du numérique, on apprenait récemment (le 20 juin) que l'OMS vient de classer l'addiction aux jeux vidéos parmi les maladies mentales, aux côtés de la dépendance aux drogues chimiques. Cela ne concernerait que 1,5 % des 2 milliards et quelques utilisateurs réguliers, sur notre belle planète. Pour les 98,5 % restant, il n'y a aucune raison particulière de s'inquiéter.

Loin d'être une mise en garde, ce classement a donc plutôt pour but de nous rassurer : il y a une société et une culture saine et pleine d'avenir, et puis les fous de service, dont on va s'occuper.

&

La tâche de la critique n'est décidément pas facile par les temps qui courent ; il est désormais bien difficile, par exemple, d'exagérer ou de caricaturer les nouvelles que l'on entend partout : comment faire pire, ou plus visible ?

Et puis, qu'a-t-on à proposer, concrètement, contre tout ça ? Pas grand-chose, et en tout cas rien qui soit à la hauteur. Se retrouver à répéter sans fin les mêmes évidences.

Cependant. Cependant, lorsqu'on constate la timidité intellectuelle et la paresse morale si communes, si omniprésentes... Quand je ne pourrai plus passer une semaine sans entendre un inconnu tenir des propos censés et tranchants sur le monde dans

lequel nous vivons... alors peut-être j'arrêterai de me répéter ; peut-être j'aurai mieux à faire. En attendant...

&

Pourquoi en sommes-nous toujours là ? Disons, dans des proportions variables : ne pas voir, ne pas comprendre (manquer de mots ou de mémoire), se sentir résigné, se sentir impuissant, être indifférent (être lâche), être satisfait de tant d'avantages variés, haïr la vie et soi-même et prendre plaisir à les voir ainsi sacqués (à suivre).

&

Il faut se répéter, mais cela n'empêche pas de le faire bien, avec le plus de précision et de pertinence possible. Signalons deux publications récentes :

Pièces et main d'œuvre, *Reproduction artificielle « pour toutes » : le stade infantile du transhumanisme*, juin 2018, brochure de 40 pages (disponible sur leur site ou sur demande à Creuse-citron) qui actualise et développe la critique contenue dans le livre d'Alexis Escudero, *La Reproduction artificielle de l'humain*, paru en 2014 aux éditions du Monde à l'envers.

Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie*, Quartz éditions, 2018, 96 pages (disponible contre un chèque de 10 euros à l'ordre de l'association Quartz, à envoyer à MDA-BAL 28, 15, rue Ramey 75018 Paris / tél. 01 42 58 67 50).

&

Un ami me relatait l'autre jour ses tentatives récentes de distribution de tracts, concernant diverses menaces imminentes sur notre environnement immédiat : imposition des compteurs Linky, projet de mine d'or et de géothermie profonde, coupe massive des forêts, développement accéléré des éoliennes industrielles...

Il constatait que si certaines de ces questions suscitaient parfois l'intérêt et la discussion, la grande majorité des personnes rencontrées ne voulaient pas, ou ne pouvaient pas, entendre une critique des éoliennes : « C'est trop compliqué, les gens qui se soucient de l'évolution catastrophique de la situation ne peuvent pas remettre en cause quelque chose qui est associé à l'écologie, qui leur apparaît comme une solution, ou la seule solution disponible ».

La conversion massive des États et des industriels au discours écologique, depuis quinze ou vingt ans, a été effectivement une opération d'une redoutable efficacité, qui paralyse toujours les velléités de pensée critique. La propagande omniprésente fait disparaître sous un fatras d'images et de chiffres les plus simples évidences.

Qui a détruit, qui continue à détruire notre environnement immédiat et « la planète » ? Qui prétend dans le même temps mener et imposer la lutte « contre le réchauffement climatique », « pour la préservation de la nature et des espèces menacées », etc. ?

Ce sont les mêmes, et vous ne trouver pas ça... bizarre ?

C'est sans doute une erreur d'expliquer exclusivement par la puissance de la propagande un tel aveuglement : si tout le monde avale des mensonges aussi grossiers, si personne ne semble voir que le roi est nu, c'est aussi parce que la situation est telle que l'on a besoin de croire à tout cela. Il y a déjà dix ans, des membres de l'Encyclopédie des nuisances avaient défini notre situation en ces termes : « l'incarcération dans la société industrielle » (Jaime Semprun, René Riesel, *Catastrophisme, administration du désastre, et soumission durable*, 2008, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, disponible dans toutes les bonnes librairies).

Chacun se voit piégé, individuellement et collectivement, dans un système de dépendances et de contraintes dont il semble impossible de sortir.

Ce système marche de plus en plus mal, même selon ses propres critères. La société à laquelle nous appartenons se trouve face à une somme incroyable de contradictions et de problèmes insolubles. De l'énergie aux matières premières en passant par l'eau potable ou les terres cultivables, toutes les « ressources » que dévore goulûment la société industrielle sont désormais menacées de raréfaction et, pour retarder l'échéance, la seule issue est de pousser toujours plus loin la dévastation du monde.

Le développement durable est évidemment une blague, ou plutôt une insulte à nos sens et à notre intelligence. Mais le territoire social et le territoire psychique sont tout autant au bord de la ruine. Par exemple ici même, dans l'Europe riche, sans parler des horreurs à ses portes, que va-t-on faire de tout ces

vieux, demain ou dans dix ans ? Qui va payer les hospices où ils sont condamnés à finir leurs jours ? Quelle brutalité inédite va être mise en œuvre pour gérer le problème ?

Les invraisemblables bêtises que nous assène continuellement le Spectacle, par exemple sur les éoliennes, mais aussi bien sur n'importe quoi d'autre, continuent d'être gobées par la population, parce qu'il faut bien croire à quelque chose.

Devant la catastrophe qui progresse et la barbarie qui infuse, devant l'impasse où nous nous trouvons – pour mieux dire devant cet effondrement sans fin qui se présente comme seule perspective –, mieux vaut encore croire au Père Noël que de faire advenir à la conscience qu'il n'y a pas de solution, que toutes les planches de salut qu'on nous présente sont pourries.

Les vieilles centrales vont bientôt exploser si elles continuent à fonctionner ; en construire de nouvelles, c'est repartir pour des décennies de folie nucléaire – d'ailleurs personne ne veut payer les sommes faramineuses qui seraient nécessaires au renouvellement du parc ; le fossile va continuer d'aggraver et d'accélérer le bouleversement climatique, dont les conséquences commencent à être très visibles même ici ; le renouvelable va détruire ce qui reste de campagnes un peu épargnées – il est de toute façon essentiellement décoratif : seulement 5 % de production électrique pour l'éolien, après quinze ans d'implantations massives, et ne parlons même pas des ridicules performances du solaire. Bref, rien ne marche, tandis que la consommation d'électricité continue de monter rapidement avec toutes ces saloperies électroniques. Eh bien nous aurons quand même tout à la fois, et vive l'écologie !

Évidemment, il y aurait bien une solution – plus difficile que jamais –, mais à cela il n'est plus possible de penser, ou même seulement de rêver, semble-t-il.

CÉDRIC

## À celui qui est dans le doute

**Tu dis :**

**C'est la déroute dans notre camp.**

**Les ténèbres s'épaississent. Les forces s'épuisent.**

**Voilà, après tant d'années d'efforts,**

**Où nous en sommes : en plus mauvaise posture qu'au début.**

**L'ennemi, lui, n'a jamais été aussi puissant.**

**Il semble invincible et plein de ressources.**

**Des erreurs, nous en avons fait, ne le nions pas.**

**Nos rangs sont clairsemés.**

**Notre langage se défend mal de la confusion,**

**Et des mots qui étaient nôtres sont passés à l'ennemi.**

**Ce que nous avons dit, est-ce faux désormais,**

**En partie ou totalement ?**

**Sur qui encore compter ? Sommes-nous des laissés-pour-compte,**

**Rejetés du fleuve de la vie ? Allons-nous rester en arrière,**

**Sans comprendre personne et plus compris d'aucuns ?**

**Nous reste-t-il une chance ?**

**Que de questions tu poses ! N'attends**

**D'autre réponse que la tienne !**

## Le capitalisme réunit ceux qui l'aiment tout doucement sans faire de bruit

*Alléluia ! Le grand soir...  
Les lendemains qui chantent...  
C'est la lutte finale et demain...  
Depuis le temps, riches et  
pauvres main dans la main.  
La paix soit sur la terre.  
L'égalité, la fraternité, la liberté  
sont en marche !*

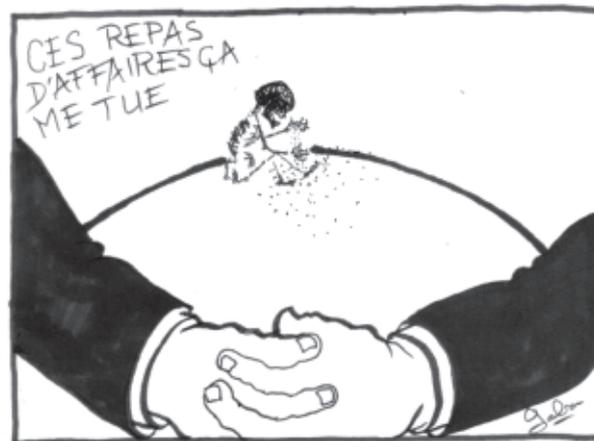
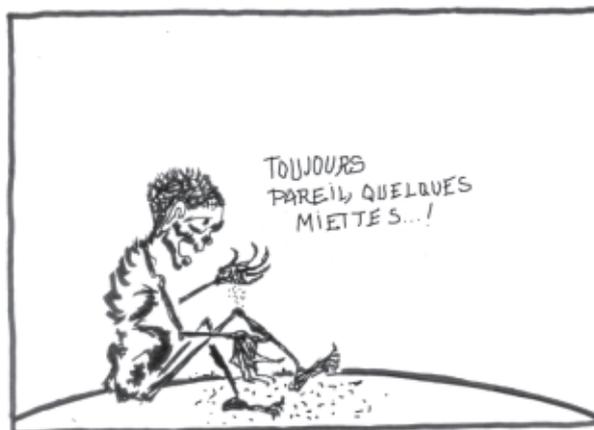
MAIS SI ! Tenez, depuis que le capitalisme existe, les riches très riches et les pauvres très pauvres sur un même plan d'égalité, aucun ne paie d'impôts ! Les pauvres très pauvres, largement majoritaires, ont consenti, par la grâce de leurs élus, à ce sacrifice afin que les riches très riches ne se sentent plus rejetés, conspués, meurtris et contraints à l'exil fiscal vers des terres inhospitalières.

Aujourd'hui les riches très riches peuvent, non seulement revenir se pavaner... Oups ! Les vieux réflexes méprisants maintenant dépassés... Relancer la relance en outre et, aussi, encourager leurs amis riches très riches de partout à investir au pays enfin devenu paradis fiscal. Toutes les facilités pour une intégration réussie au pays des droits de l'homme riche, très riche. D'autant plus que, maintenant que le micron élyséen a remis au goût du jour les chasses présidentielles chères aux dictateurs du monde entier, il bichonne l'accueil des fortunés.

Qu'ils retapent une ruine, défiscalisation, puisque ils ont le bon goût de taper dans le monument historique, et ça c'est gentil, avec quelques subventions du ministère de la Culture pour faire bonne mesure, chacun a les ruines qu'il mérite. Tiens, même une envie de décorer gentiment son chez-lui, le riche très riche bénéficie, là encore, de sérieux abattements fiscaux puisque, ainsi, il participe au protectionnisme artistique de la France en tapant dans le tableau de maître ou dans l'art moderne très cher.

On peut rechigner, prétendre que toutes ces mesures envers une classe sociale minoritaire se font au détriment du bien

commun, c'est vrai, mais bon, un hôpital ne vaudra jamais un Picasso ou un Vermeer judicieusement placé dans un intérieur très chic et il faut bien que quelqu'un s'occupe d'art, les pauvres très pauvres s'en tamponnent le coquillard, au mieux se contentent de reproductions. Pourtant dans son gourbi un tableau de maître ça donnerait du cachet, mais non, penses-tu, ça ne se préoccupe que de son quotidien médiocre ! Pourtant un jardinet dans un lotissement, une sculpture contemporaine au milieu ça aurait du clinquant.



Le riche très riche fonde aussi, c'est fou ce besoin de partager, la fondation caritative défiscalisée, ça plaît. Pas une cause qui ne soit récupérable et ça permet de taper du pognon sous forme de dons défiscalisés pour gaver la chose qui redistribue au privé le fruit de la quête promotionnelle du moment. Y a pas, pour que le monde tourne bien, il faut du riche très riche.

Le capitalisme libéral c'est la pierre angulaire de la démocratie, sans ça c'est la corruption, le communisme et la dictature. Ainsi il est de bon ton de comptabiliser avec soin les morts attribués au communisme, alors que ça ne viendrait à l'idée de personne de le faire pour les morts dûs au capitalisme, c'est bien la preuve que c'est mieux.

Le capitalisme qu'est-ce que c'est ?

C'est l'inverse du communisme, les goulags y sont remplacés par l'exclusion, la pauvreté, l'aliénation, les migrations, la soumission par l'esclavage moderne. Le capitalisme, c'est s'approprier le bien commun. Après avoir divisé la surface de la planète façon puzzle, chaque pièce devenue État entouré par des frontières comme n'importe quel lotissement banlieusard. Propriété privée défense d'entrée, sous surveillance électronique, attention aux chiens.

Non content de s'approprier ces biens communs, le capitaliste trouve légitime de détruire des pièces du puzzle qui ne sont pas chez lui, pour y creuser des trous, en puiser les substances pour les revendre très cher après avoir créé le besoin chez lui.

Le capitalisme avait un côté petit-bourgeois paternaliste, il était impératif de trouver mieux, une idée de liberté, d'opportunité à saisir, si tu veux tu peux, ce nouveau concept est baptisé libéralisme et, en effet, débarrassé des obligations rétrogrades du capitalisme à la papa, le libéralisme ouvre à la compétition, la féroce concurrence d'où l'impitoyable sort vainqueur. Tous les coups sont non seulement permis, mais élevés au rang de bel art. On en fait des livres et des films, et oui puisque tout est vendable, la morgue et l'arrogance devenues morale s'exposent, plus les coups sont cyniques plus ils doivent être montrés en exemple.

On évoque la loi de la jungle, faux, dans la jungle il y a des lois naturelles strictes, or, là justement, plus de lois, sauf celles réservées aux Riens qui s'agitent croyant encore à de vieilles choses jaunies et dépassées.

Le libéralisme, monde où rien n'est interdit, s'accompagne de fort bétonnage pour y foutre des supermarchés, des lotissements, des villages de vacances, des pistes de ski ou d'aviation, que sais-je encore, on peut détruire la nature parce que sa sauvegarde rapporte du pognon.

L'idée est simple : tout doit profiter et pour que ça marche, il faut faire en sorte d'impliquer la totalité des individus.

Il y a ceux qui s'approprient des terres et qui s'arrogent le droit d'y déverser plein de poisons au nom du « je suis chez moi je fais ce que je veux et je t'emmerde », sous couvert de nourrir la planète alors qu'en réalité c'est mourir la planète pour jouer sur les cours de la Bourse.

Là encore c'est gagnant, puisque, après avoir dénoncé le scandale à la télévision, on convainc la majorité qu'il faut faire quelque chose et ce quelque chose passe par du pognon et le pognon il est où, pas chez les actionnaires, chez toi le cul dans le canapé et maintenant que la télévision t'as bien foutu la trouille, il faut te culpabiliser afin que tu en viennes à trouver légitime qu'il te soit demandé un effort financier pour remédier à tout ce gâchis.

Tu veux manger sain, on te flatte avec un nom fourre-tout, Bio, oui mais voilà, tu le comprends bien, pour être noble, le bio doit être éthique, les primes et autres aides données aux gros éleveurs ou céréaliers, on ne va pas pervertir le bio avec, alors tu vas payer beaucoup plus cher avec de fausses raisons, mais comme tu crois ce qu'on te dit tu crois ça aussi, et ça permet de te fourguer du plus cher cultivé ou élevé avec les mêmes méthodes productivistes qu'avant mais estampillé, certifié, comme est certifié tout ce qu'il faut te faire avaler d'idéologie.

Même les déchets dont tu es convaincu d'être l'auteur et que par ta faute la planète est en danger alors tu dois payer et on te fait payer pour recycler ces déchets qui, une fois recyclés vont être revendus sous d'autres formes que tu vas finir par jeter et qui seront re-recyclées pour te les faire racheter indéfiniment.

C'est admirable non ?

Le système s'essouffle ! Il est fini ! Rien de plus agaçant que d'entendre ces sentences péremptoires qui dédouanent de toutes rebellions. La fin du capitalisme est évidente, inutile de s'en préoccuper ? Ça ne marche plus leur truc ! Alors, d'abord ça n'est pas leur truc, c'est notre truc à tous. Prétendre le contraire est au mieux de l'inconscience au pire du fatalisme, c'est du domaine de l'obscurantisme, de la croyance et du renoncement. C'est grâce à cette allégeance

collective que le capitalisme a de beaux jours devant lui. Cette dépendance n'est pas le fruit du hasard, bien au contraire, c'est le résultat d'une propagande orchestrée depuis le début du siècle dernier par une habile manipulation des masses.

Le totalitarisme s'impose par la force, le capitalisme présentait un peu ce même défaut, or là, plus besoin du coup de force puisque, par un jeu subtil, l'idéologie libérale parvient à retourner le plus grand nombre à sa cause pour qu'il en devienne le vecteur enflammé. On entre dans l'émotionnel, cet irrationnel cher aux sectes.

Le premier margoulin qui a infiltré les hautes sphères politiques pour en diffuser le principe était un certain Edward Bernays qui se donnait le titre de conseiller en relations publiques parce que le mot « propagande » diffusait un parfum de totalitarisme. Partant de là, en jouant sur l'émotionnel, il est assez facile de faire tout avaler, puisque ce sont les masses qui demandent et non plus à qui l'on impose. Le libéralisme est par nature l'individualisme du « fais-toi toi-même, il n'y a que toi qui peut t'en sortir, n'attends rien de l'État » et, paradoxalement, il cultive le « tous ensemble » quand il s'agit de sacrifices à consentir. Plus le libéralisme cultive la mondialisation, plus il prône l'idée nationaliste, il faut relever le pays, foutaise ! Il y a toujours des réfractaires, pour ces derniers la carte de l'insécurité suffit à les marginaliser en les désignant comme des supposés du désordre et du chaos.

L'ambiance globale ne tolère aucune incartade, la personne qui n'adhère pas n'est qu'une brebis égarée qu'il faut contraindre à retrouver le troupeau, sans cela l'ensemble vacille, d'où les violences exercées à l'encontre de ces récalcitrants. Dans l'idéal il faut arriver à ce que toutes formes d'indisciplines soient condamnées par la vindicte populaire, le rebelle devient pestiféré, donc nuisible à la communauté. En ne faisant pas comme tout le monde, je suis un danger pour les autres. En étant pacifiste, je fais le jeu des ennemis de la patrie. En ne votant pas, j'accélère la montée des extrêmes. En refusant les pollutions diverses et variées, je prive d'emploi le plus grand nombre, c'est de l'égoïsme de nant.

Il faut absolument, dans ce système de propagande populiste, que ceux qui doutent, qui réfléchissent autrement et s'accordent le droit de rejeter les dogmes imposés soient bannis, dégradés, refoulés, emprisonnés parfois, humiliés toujours, car c'est eux qui rompent le charme et mettent en danger la cohésion.

Pour revenir à cet idéologue étatsunien, Bernays, ses ouvrages édités à travers le monde firent le lit des discours galvaniseurs de masse du responsable de la propagande nazie, un certain Joseph Goebbels, avec le succès que l'on sait. Propagande nazie qui ira jusqu'à utiliser les mêmes outils qu'Edward Bernays exploitait pour convaincre les jeunes Ricains d'aller se faire trouer la paillasse en 1917 dans un conflit dont ils se contrefoutaient au préalable : le sport fut mis à contribution avec ses gloires et leur pouvoir d'exacerbation nationaliste ; le cinéma et ses vedettes transformées en propagandistes acharnés ; les arts plastiques et l'architecture afin d'idéaliser l'homme nouveau et le grandiose et enfin la promesse du plein-emploi. Tout cela au service d'une société forte, unie derrière une seule croyance personnifiée par un homme providentiel et jupitérien\*. Pour Goebbels, ce fut Hitler ; plus près de nous, je vous laisse deviner qui en est le plus emblématique doctrinaire accompli, le nommer ici m'écorcherait le clavier.

Parce que chez ces gens-là, Monsieur, on ne vit pas, on compte...

Bonne rentrée.

GABAR

\*Jupitérien : qui a un caractère impérieux, dominateur, qui gouverne sans partage.



# Fliquer les chômeurs

**Les journaux ont discoursé à tire-larigot sur la violence inadmissible en démocratie de certains dans les récentes manifestations. Mais qui évoque cette autre violence qui s'exerce de plus en plus sur nous : la violence d'État ?**

Simone Weil écrivait que la pire violence n'est pas celle qui tue mais celle qui ne tue pas encore et que l'on ne voit pas parce qu'elle s'avance masquée pour que l'on ne la dénonce pas (texte paru en 1941, *l'Iliade ou le poème de la force*).

Un bel exemple de ce silence complice, celui qui entoure le projet de loi Pénicaud « Liberté de choisir son avenir professionnel », présenté le 27 avril 2018 : un dispositif pour réduire le chômage ou, comme le suggère l'hebdomadaire *Politis*, un arsenal de mesures pour fliquer les chômeurs, enfoncer davantage une partie de la population dans la précarité et permettre de faire baisser les exigences des demandeurs d'emploi déjà largement dégradées.

Petit rappel des faits : 2008, un Président de droite crée Pôle emploi qui a désormais la compétence pour radier les chômeurs. Plus tard et en catimini, un Président de gauche crée, au sein de Pôle emploi, les contrôleurs qui font monter la pression sur les chômeurs : la sanction remplace l'accompagnement, la création des postes de contrôleur est souvent opérée par un transfert de postes de conseillers. Radier un chômeur permet de faire baisser les chiffres du chômage, et puis les fantasmes ont la vie dure mais il est bon de les entretenir : un chômeur, c'est un glandeur, il y a trop d'aides sociales, la France doit se remettre au travail, 500 000 offres de travail sont non-pourvues, etc.

Pendant plusieurs années tout a été fait pour créer un climat de suspicion généralisée vis-à-vis des 5,9 millions de chômeurs. Aujourd'hui donc, lancer pour la ministre du Travail une loi pompeusement intitulée « Avenir professionnel » – qui multiplie par 5 le nombre des contrôleurs d'ici 2020 et introduit une nouvelle échelle de sanctions, tout en proclamant qu'il s'agit d'améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi – est un jeu d'enfant !



Cinq mesures parmi d'autres doivent être mises en place pour « une meilleure effectivité des obligations liées à la recherche d'emploi » :

1• Mise en place d'un carnet de bord numérique expérimenté à partir de 2019 dans deux régions. Il s'agira pour les chômeurs de détailler leurs actes de recherche d'emploi tous les mois. Actuellement, les chômeurs doivent actualiser leur statut chaque mois par téléphone ou en se rendant à l'agence Pôle emploi sans détailler leurs recherches.

Cela risque d'être la double peine pour le demandeur d'emploi habitant une région reculée, pénalisé par la fermeture des lignes locales SNCF et éloigné d'Internet pour des raisons diverses. Existe maintenant une obligation d'utiliser l'outil informatique. « *Ceux qui seront pris sont ceux qui souffrent déjà de la dématérialisation des démarches* » d'après Daniel Mémain, conseiller Pôle emploi et porte-parole du syndicat Solidaire Sud-Emploi.

Cette dématérialisation peut avoir des conséquences graves. L'inscription se fait désormais en ligne ; oublier de cocher une case peut engendrer une baisse des allocations.

2• Augmentation du nombre des contrôleurs : 1 000 en 2020, de 200 à 600 jusqu'à la fin de l'année. Pourtant, selon Pôle emploi, le renforcement des sanctions a produit des résultats limités : depuis 2015, seuls 14% de demandeurs d'emploi ne pouvant prouver une recherche active ont été sanctionnés. Rose-Marie Péchallat, conseillère retraitée et animatrice du forum en ligne [www.recours-radiation.fr](http://www.recours-radiation.fr), explique que les 2/3 des contrôles se font sur les « *secteurs en tension [...], là où plus personne ne veut aller parce que les employeurs ne payent pas les heures effectuées ou maintiennent des conditions de travail abominables* ».

3• La hiérarchie des sanctions inversée : cette mesure est présentée comme une avancée car elle rétablirait une certaine justice. Les radiations pour absence lors d'un rendez-vous à Pôle emploi

ne seraient plus sanctionnées que de quinze jours de radiation au lieu de deux mois actuellement.

Mais les radiations pour insuffisance de recherche d'emploi seraient allongées : un mois au premier manquement (avec la possibilité de récupérer les allocations à la fin de la période de chômage), deux mois au deuxième manquement (sans possibilité de récupérer les allocations), quatre mois au troisième manquement (sans possibilité de récupérer les allocations). Un manquement correspond à deux refus d'une offre « raisonnable » d'emploi, un refus d'actualiser ou d'élaborer son profil à Pôle emploi, de répondre à une convocation, de se soumettre à une visite médicale, d'accepter une proposition de contrat d'apprentissage, de contrat aidé, ou encore l'impossibilité de justifier d'une recherche effective d'emploi.

L'offre raisonnable d'emploi était jusqu'à présent définie par le Code du travail : pour un chômeur en recherche depuis moins de trois mois, c'était un emploi compatible avec les compétences et les qualifications professionnelles du demandeur, et rémunéré 95 % du salaire antérieurement perçu, puis 85 % après six mois et, après une année, au moins à la hauteur de l'allocation chômage perçue.

Désormais cette offre raisonnable sera définie en « co-construction » entre le conseiller et le chômeur, elle devait même être variable en fonction du bassin d'emploi. Il aurait été plus simple de faire accepter un emploi précaire de six mois à un chômeur dans une région offrant peu de contrats à durée déterminée. La proposition a été heureusement retoquée par le Conseil d'État.

Pôle emploi aura les pleins pouvoirs en matière de contrôle, alors que c'est lui qui distribue les allocations et que les sanctions vont être alourdies : un mois de radiation et une partie des droits coupés après le deuxième refus d'une offre raisonnable, jusqu'à deux mois et même quatre mois pour un deuxième ou troisième manquement. Des sanctions pourront être également appliquées pour un refus de visite médicale ou de formation. Un conseiller résume les nouvelles dispositions ainsi : « *Nous serons des machines d'enregistrement dont la mission sera d'amener les demandeurs vers des offres qui ne leur correspondent pas forcément.* »

Dans l'hebdomadaire *Politis*, une chômeuse de 58 ans s'exprime : « *Une offre d'emploi décente, c'est un travail qui permet de payer ses factures, de remplir son frigo et de nourrir ses enfants... sur le site de Pôle emploi, il y a des CDI à soixante-dix heures mensuelles maximum. Qui peut vivre avec ça ?* »

Le but proclamé de la réforme était, selon l'annonce officielle, une « *meilleure effectivité des obligations liées à la recherche d'emploi* », mais ce jargon technocratique cache son but réel qui est tout simplement d'accentuer la répression et le contrôle pour **éduquer à l'employabilité précaire au service du marché et de l'austérité.**

ANNIE



## Le foot, c'est bath

En cette période de « conformisme généralisé », pour reprendre l'expression de Cornelius Castoriadis, la pensée critique a de plus en plus de difficultés non seulement à se formuler mais aussi à se faire connaître. La critique radicale du sport – du football en particulier, devenu une quasi-religion en France durant ces vingt dernières années – subit une forme d'ostracisation et de censure à tous les niveaux. Être anti-foot, contre le foot, critique du foot, opposé au foot et tout simplement ne pas « être football » revient à commettre un délit de blasphème !

Nous venons de subir le Mondial 2018 et le football partout orchestré de main de maître par Vladimir Poutine et la FIFA complice. Afin de mieux cerner les tendances totalitaires du football, le nouveau numéro de la revue *Quel Sport ?* a porté ses efforts d'analyse sur le système d'investissement pulsionnel du football. Grâce à des approches philosophiques, sociologiques, psychanalytiques et politiques réalisées par des auteurs comme Christian Godin, Robert Redeker, Claude Javeau, Jean-Marie Brohm, etc., mais aussi Vladimir Jankélévitch, Louis-Vincent Thomas ou Jacques Ellul (republication de textes introuvables), il s'agit de cerner les dimensions fascistoïdes du football-spectacle de compétition.

La lutte à la fois théorique et politique contre l'aliénation sportive continue, soyez à nos côtés !

Ce numéro est en librairie et en vente sur commande via le site de *Quel Sport ?* <http://www.quelsport.org/>

F. O.

# ESCLAVAGE : PREMIÈRE MONDIALISATION

Une série documentaire à la télévision – qui sortira en DVD et un livre – nous offre un nouvel éclairage sur l'esclavage en oubliant la question morale pour mettre l'accent sur la logique économique du processus: 25 millions de personnes déportées pour le profit et rien d'autre.

L'histoire de l'esclavage a donné lieu jusqu'à présent à beaucoup de récits portant sur la violence de la traite transatlantique, des bateaux négriers aux champs de coton, mais la série télévisée ainsi que le livre de l'historienne de l'Afrique, Catherine Coquery-Vidrovitch, nous offrent une synthèse historique éclairant d'une manière inédite les liens entre traites, capitalisme et colonialisme.

Fanny Glissant descendante d'esclave et co-réalisatrice de la série écrit: «*On peut dire à propos de la traite transatlantique qu'il s'agit des racines du capitalisme. Avec cette traite se mettent en place le système bancaire et assurantiel, l'économie financiarisée. Ce qui nous intéressait c'était de donner à voir les infrastructures de l'esclavage...*»

Livre et série vont également contre quelques idées reçues: ce n'est pas le racisme qui a précédé l'esclavage mais l'inverse. Le racisme est venu légitimer un système déjà établi pour une logique économique, les captifs des bateaux deviennent des «Noirs», inférieurs, que le «Blanc» peut dominer.

Quant aux abolitionnistes de tout poil, leurs nobles intentions n'étaient pas toujours sans arrière-pensées mercantiles.

Au moment de l'abolition au XIX<sup>e</sup> siècle, les planteurs ont été largement

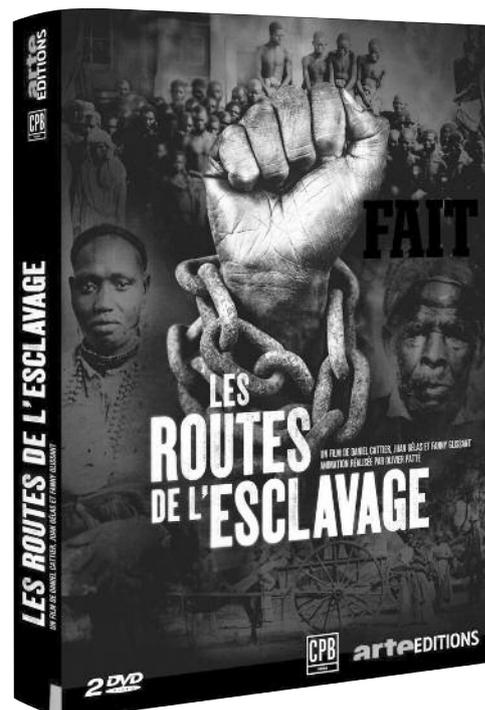
indemnisés pour la perte de leur bien: «les esclaves libérés». L'historienne nous apprend que les compensations versées aux propriétaires britanniques équivalent les sommes dépensées en 2008 pour sauver le système bancaire outre-Manche! Cet argent financera en partie la première révolution industrielle.

Les auteurs évitent également tout point de vue ethnocentré en faisant appel à 40 historiens venus de tous les continents et n'oublient pas de le rappeler en dépassant les catégories: Noirs, Blancs qui ne rendent pas compte de la complexité du sujet. Ainsi le recteur de l'université de Dakar souligne que les sociétés africaines sont elles aussi hiérarchisées, qu'il existe en leur sein des systèmes de domination et de dépendance et qu'au XVI<sup>e</sup> siècle aristocratie noire et aristocratie blanche agissaient main dans la main pour favoriser le commerce des esclaves.

On enseigne peu l'histoire de l'Afrique et de l'esclavage, on pourra donc combler un manque en lisant ou regardant livre et série car les violences d'hier ne sont pas sans rapport avec celles d'aujourd'hui, ainsi les discriminations raciales persistent en Amérique

et peut-on voir dans la loi, votée en mars 2018, dans l'État «sudiste» du Mississippi, qui restreint l'accès à l'avortement, comme un rappel inconscient du droit du propriétaire d'esclaves à disposer du ventre des femmes pour s'enrichir...

SAGNA



• Catherine Coquery-Vidrovitch, *Les Routes de l'esclavage Histoire de traites africaines VI-XX<sup>e</sup> siècle*, Albin Michel, 2018.

• Daniel Cattier, Jean Gelas et Fanny Glissant, *Les Routes de l'esclavage*, film documentaire en 4 épisodes, Compagnie des Phares et Balises-Arte Éditions, 2018.

# Et si la révolution était possible



« Vous voulez nous commémorer, c'est-à-dire nous enterrer. Mais vous perdez votre temps. Nous sommes toujours vivants. La révolte de mai reflleurira. Comment pouvez-vous imaginer que les gens se satisferont longtemps de cette existence étriquée, de cette vie au rabais où il convient de travailler, consommer et se divertir selon vos règles, selon vos ordres et surtout vos profits? La vraie vie, c'est autre chose. »  
DENIS LANGLOIS

## RÉVOLUTION, J'ÉCRIS TON NOM AVEC DEUX AILES

« Notre révolte visait à devenir une révolution. On lui a coupé les ailes, mais ça repousse les ailes et ça permet de voler encore plus haut, là où il n'y a plus de classes sociales. Un jour la roue va s'arrêter sur la case Révolution. Vos polices, vos armées, vos tribunaux, vos prisons n'y pourront rien. Un jour nous réaliserons l'espoir de Mai. » DENIS LANGLOIS.

Antimilitariste, emprisonné à Fresnes pour refus du service militaire en 1966, avocat après 1968 dans les affaires de droits de l'Homme, il est notamment l'auteur des *Dossiers noirs de la police française*, des *Dossiers noirs de la justice française* et du *Guide du citoyen face à la police*.

Rappelant le slogan « Cours camarade, le vieux monde est derrière toi », il fustige les icônes défraîchies ralliées au social-libéralisme, tels Cohn Bendit et Alain Geismar qui justifient dans la revue *Socio* leur soutien à Macron, celui qui, pour eux, permet enfin « d'entrer dans la modernité culturelle et sociale amorcée en mai 1968 » : « Ils sont les dignes représentants de ce vieux monde fait d'injustices sociales, d'inégalités et de guerres. »

Dans son dernier livre *Et si la révolution était possible*, gardant espoir, il propose des pistes à suivre et les erreurs à ne pas commettre.

## LE VENT A ÉTÉ INVENTÉ POUR FAIRE FLOTTER LES DRAPEAUX ROUGES ET NOIRS

Rappelant que la fin est toujours dans les moyens, il affirme : « Pas de leaders, de dirigeants, de chefs grands ou petits, d'appareils soucieux d'assurer leur pouvoir. Débarrassons-nous de la théorie marxiste et élitiste des avant-gardes guidant le peuple! Un mouvement révolutionnaire doit être l'affaire de tous et non la propriété d'un petit noyau de professionnels. On ne peut faire le bonheur des gens sans eux ou malgré eux. »

Donc, pas question de s'en remettre à un parti, structure hiérarchique avec secrétaire général, porte-parole et comité central : « Chassons l'esprit de parti et donnons-nous de l'ampleur, de l'oxygène en créant un mouvement révolutionnaire. » Pour éviter l'apparition de leaders, il faut pratiquer une large rotation des tâches, désigner des délégués ayant un

mandat précis, limité dans le temps et pouvant être révoqués, plutôt que des permanents risquant de constituer une bureaucratie. Il faut rompre avec cette société qui nous éduque avec des valeurs injustes et inégalitaires et fait de beaucoup « des obéissants et des admirateurs » : **Ni dieu, ni César, ni tribun !**

## NE LAISSEZ PAS LA SOCIÉTÉ DANS L'ÉTAT OÙ VOUS L'AVEZ TROUVÉE

Denis Langlois s'interroge : « Comment les individus peuvent-ils prendre conscience de leur conditionnement ? » Au lendemain de 1968, le réalisateur suisse Alain Tanner amorçait une réponse à travers un personnage de son film *Charles mort ou vif* : « Rien ne s'arrangera jamais tant que tu ne seras pas capable de voir le présent avec les yeux de l'avenir. Il faut partir d'une exigence absolue, même si elle peut paraître lointaine et à partir d'elle regarder ce qui est possible, mais pas pour rafistoler les bouts de ficelle à la petite semaine, pour accommoder le sordide présent, comme n'importe quel politicien de centre gauche. »

Il rejoint ainsi Denis Langlois : « Le but n'est pas celui des partis de gauche, repeindre en rose bonbon ou en vert pastel la cage, mais la détruire. » Le pouvoir, comme le contre-pouvoir, « est une force qui corrompt et broie tout dans ses tenailles ». Il faut agir ici et maintenant « en refusant les paradis fallacieux des religions, du marxisme et de la société actuelle » : actions collectives non-violentes, grèves, paralysie d'Internet, de la vidéo surveillance, occupations d'usines, de bâtiments administratifs, barrages de routes...

Il appelle à l'abstention révolutionnaire : « Pas question de participer aux élections, de soutenir des candidats contestataires, de voter pour le moins mauvais. La droite, l'extrême droite et ceux qui se prétendent de gauche sont des frères siamois ayant en commun la défense des hiérarchies sociales et le soutien aux puissances économiques et financières. »

Il s'adresse à ceux qui s'investissent dans le mouvement qui, pour lui, ne sont pas des militants (terme qui vient de miles = soldat), mais des fédérés révolutionnaires :

**« Fédérés de tous les pays, Unissons-nous ! »**

ÉLAN NOIR

Nota :

Les titres de ce texte sont extraits d'un autre livre de Denis Langlois, *Slogans pour les prochaines révolutions*, éditions SCUP. Pour en savoir plus, Denis Langlois, *Et si la révolution était possible*, voir le site <http://mai-68-revolution-possible.fr/>

## Usine à pellets de Bugeat (Corrèze)

Communiqué suite aux rencontres de la Montagne limousine du 23 au 29 juillet

### De la Montagne limousine et partout en France Phase 1 du plan Vigie-pellet

Nous nous sommes réunis aux Rencontres de la forêt qui se sont tenues cette semaine sur le Plateau de Millevaches pour affronter ces mêmes constats :

- Les forêts diversifiées sont de plus en plus transformées en plantations industrielles.
- Les nouvelles politiques du gouvernement montrent une volonté de privatiser la gestion des forêts publiques et d'en faire des usines à bois.
- Le développement intensif des centrales à biomasse n'est en rien une alternative énergétique, il constitue plutôt une promesse d'épuisement rapide des ressources en bois.

Ici, au cœur de la Montagne limousine, nous sommes venu-e-s de partout en France pour partager et coordonner nos résistances à cette prédation forestière. Nous nous sommes rendu compte que dans chacune de nos luttes, nous faisons face à une même logique de profit au détriment du territoire et de ses habitants.

Localement, cette logique se nomme CIBV : encore une histoire de patron à l'affût des aides et des politiques de *greenwashing*, encore des plaquettes de pubs à coups de « produits

bio-sourcés », encore des promesses de coupes rases et de stérilisation des sols, encore du chantage à l'emploi... et toujours les forêts qui trinquent, en l'occurrence dans un rayon de 80 km, sur un territoire déjà largement affecté par une pratique sylvicole industrielle.

Par la vigie que nous bâtissons ce dimanche 29 juillet 2018 en bordure du site prévu pour l'implantation de l'usine à pellets torréfiés CIBV, nous affirmons notre détermination à faire ce qu'il faudra pour que ce projet ne voie jamais le jour. Nous nous tenons prêts en cas de début des travaux, tout comme nous restons attentifs à toutes les menaces que les politiques forestières actuelles font peser sur le vivant.

Nous nous retrouverons lors de la *Marche pour la forêt* qui commencera le 15 septembre pour converger le 25 octobre dans la forêt de Tronçais dans l'Allier. Nous invitons tout un chacun à nous y rejoindre.

Premiers signataires : Adret-Morvan / Anor Environnement / SNUFEN-Solidaires / Des membres du Réseau pour les Alternatives Forestières / Des membres du collectif SOS Forêt / Collectif Biomasse Critique / Collectif Abrakadaboïs (Notre-Dame-des-Landes) / M. Benard (CGT Forêt).



## Notre-Dame-des-Landes : un bref état des lieux

LES BRUTALITÉS MILITAIRES du printemps ont donné lieu à des blessés par centaines, à des ravages rares. Pour leur participation à la résistance, plusieurs personnes ont écopé de peines de prison ferme. De nombreux lieux de vie ont été détruits.

Aujourd'hui, que reste-t-il de la ZAD, et quels sont ses espoirs ?

Les conventions agricoles signées en préfecture couvrent la majeure partie des terres travaillées par le mouvement d'occupation, et des dizaines de lieux de vie, pas forcément agricoles. Mais ceux qui n'ont pas voulu négocier dans les mêmes termes l'ont payé cher : leurs habitations ont été rasées, et si peu défendues...

Ces conventions seront renégociées avec la Chambre d'agriculture dès le mois d'octobre et les grosses exploitations voisines, qui ont déjà récupéré une partie des

terres, sont gourmandes encore... Des tensions, des pratiques douteuses, des conflits longtemps souterrains se sont révélés ce printemps et il est difficile de savoir quelles traces en resteront sur place.

En attendant, la vie continue. Les travaux des champs, les constructions, la mise en commun. Avec ceux et celles qui sont restées, celles et ceux qui arrivent maintenant.

Pour finir, et en attendant un article plus détaillé dans le prochain journal, deux rendez-vous sont donnés d'ici l'automne. Du 27 août au 2 septembre : la Semaine intergalactique (rencontres entre territoires en batailles et en quête d'autonomie). Et les 29 et 30 septembre, un grand rassemblement de soutien pour l'avenir de la ZAD. Il y a beaucoup à défendre encore, à clarifier aussi, et

beaucoup à désobéir pour que ce bout de bocage, tant malmené au printemps dernier, demeure un pays à part.

DAVID



## Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de 1,5 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 6 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 12 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

# DEMANDEZ LE PROGRAMME !



## Au fabuleux Destin café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson  
du jeudi au samedi à partir de 19 heures, spectacle à 20 h 30

**Les jeudis, le bar est ouvert de 19 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. Jusqu'au 17 août, les collages de Brigitte Baudère ; du 18 août au 14 septembre « Les Phantomatiques » de Nuax Ov ; à partir du 15 septembre « Mon truc en plume », expo des bénévoles du Fabuleux Destin.**

**Jeudi 9 août 20h30** : *Une branche en travers du chemin*. Film d'Étienne Decle et Catherine Bouteron, 55 mn, en présence du réalisateur. Tourné en 2016 et 2017, il fait parler des éleveurs des Alpes du Sud, Nous sommes partis d'un constat : le loup est là – d'une certitude, il est là pour longtemps – et d'une conviction forgée dans l'expérience d'autres pays : une cohabitation est possible, mais il nous reste encore à voir comment. C'est à l'étude de cette question du « comment ? » que se consacre ce film.

**Vendredi 10 août 20h30** : *Bœuf trad*. Session de musique traditionnelle ouverte aux instrumentistes et chanteurs partageurs de tous poils. Chacun est le bienvenu avec son instrument, sa voix ou ses oreilles, pour partager un moment chaleureux.

**Samedi 11 août 20h30** : *Jane is beautiful*. Chanson-folk-instrumental pour voix et cordes. Armande Ferry Wilczek (voix, guitare, violoncelle) et Madeline Ardouin (voix, ukulélé, violon).

**Jeudi 16 août 19-21h** : Le bar est ouvert.

**Vendredi 17 août 20h30** : *Mo*. Musique sud-américaine. Marco Grancelli (voix, guitare, cuatro vénézuélien) et Maria Cabral (voix, maracas, cuatro vénézuélien).

**Samedi 18 août 19h** : Vernissage de l'exposition *Les Phantomatiques* de Nuax Ov.

**20h30** : *Qui d'or dîne*. Contes par Fabien Delorme.

**Dimanche 19 août 17h** : *YouK trio*. Bal folk.

**Jeudi 23 août 20h** : Réunion mensuelle des bénévoles.

**Vendredi 24 août 20h30** : *Swing time trio*. Trio swing jazz. Léonard Zandstra (violon, chant), Robert Lequitte (guitare), William Boulestin (contrebasse, chant).

**Samedi 25 août 20h30** : *Fab Zoreil*. Chant et guitare.

**Mercredi 29 août 15h30** : *Balade contée* avec Sophie Verdier et Hélène Beuvin. Durée 2 heures (une heure de marche, une heure d'histoires). Contes en balade pour toute la famille dès 7 ans. Réservation conseillée.

**Jeudi 30 août 20h30**. *Christian Pierron et Véronique de Miomandre* Conte et chanson.

**Vendredi 31 août 20h30** : *J'y ai tout chanté la chanson !* Trio Euphrasie : Solange Panis, Margaux Pasquet et Élodie Suarez.

**Samedi 1<sup>er</sup> septembre 20h30** : *Toboggans poétiques*. Un cirque jubilatoire autour de la langue.

**Jeudi 6 septembre 19-21h** : Le bar est ouvert.

**Vendredi 7 septembre 20h30** : *Passage des heures*, de Fernando Pessoa. Théâtre. Avec Marie Lopes, comédienne, Raul Cortes Castañeda, sculpteur, peintre.

**Samedi 8 septembre 20h30** : *Gnagnagna*. Chant, accordéon.

**Dimanche 9 septembre 9h45-18h** : Atelier de pratique du chant polyphonique.

**Jeudi 13 septembre 20h30** : Actualité des projets nuisibles en Creuse. Soirée-débat proposée par Stopmines23 et *Creuse-Citron*.

**Vendredi 14 septembre 20h30** : *Sac à malice*. Scène ouverte.

**Samedi 15 septembre 19h** : Vernissage de l'exposition des bénévoles *Mon truc en plume*.

**20h30** : *Rien de neuf*, de et par Monique Burg. Conte.

### *Semaine poésie du 19 au 22 septembre*

**Mercredi 19 septembre 15h30** : *Atelier d'écriture pour petits et grands*.

**Jeudi 20 septembre 20h30** : *Cabaret poésie*. Une soirée en poésie, proposée par Arnaud Gosselin et Xuan Vo.

**Vendredi 21 septembre 20h30** : *Humeur(s) poétique(s)*. Arnaud Gosselin et une musicienne invitée surprise.

**Samedi 22 septembre 20h30** : *Machine à coudre et Parapluie*. Tentative de créer un espace-temps poétique. Yukiko Murata (danse) et Sandrine Gniady (mots)

**Jeudi 27 septembre 20h** : Réunion mensuelle des bénévoles.

**Vendredi 28 septembre 20h30** : *Gaël Villepoux*. Récital de guitare.

**Samedi 29 septembre 20h30** : *Flora Tristan*. Lecture par Sylvie Lebrat.

## Ariège

### Festival Stop-mines

#### et coordination des luttes

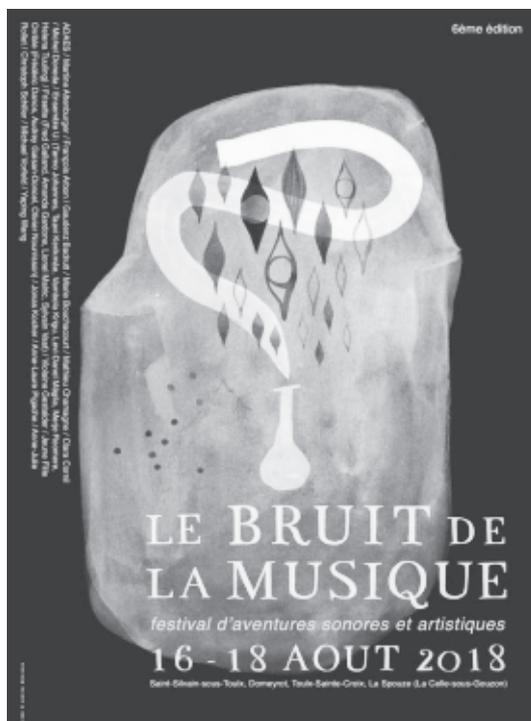
**Samedi 25 et dimanche 26 août  
à Salau (commune de Couflens)**

**Samedi, à partir de 14 h, tables rondes sur l'extraction minière (techniques, mines vertes, rentabilité économique), pendant et après mines (impact santé, social et environnement). 21 h, concert.**

**Dimanche : le matin, rando et conférence gesticulée ; l'après-midi table ronde sur les oppositions à l'extraction minière dans le monde, suivie du film documentaire « La Terre sous nos pieds ». En fin de journée, apéro-trad. Restauration sur place.**

[stopminesalau.com](http://stopminesalau.com)





6<sup>e</sup> Festival d'aventures sonores et artistiques  
à Saint-Silvain-sous-Toulx (Creuse)



Pour son premier anniversaire, rencontres du journal  
féministe libertaire *Casse-Rôles* à Savennes (Creuse)

## Les Jardins-Jeudis et les Mardis littéraires de la Spouze - août 2018

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon 05 55 62 20 61 ou 06 44 05 47 80  
Spectacles tout public à 21 heures, participation libre.

**Jeudi 16 :** *Le Bruit de la Musique*.

**Mardi 14 :** *Le Cabaret sauvage* d'Hector Sansfamille.

**Mardi 21 :** *La Danse du destin*, d'après Gabriel Nigond par Jean-Claude Bray.

**Jeudi 23 :** *Le Grand Tout* par Christian Pacoud et les Sisters.

**Mardi 28 :** *L'Ami Maurice* (poèmes et lettres de Maurice Rollinat) par Jean-Claude Bray et Herbé.

**Jeudi 30 :** *Arbres et Le Grand Bal du Printemps* de Jacques Prévert avec Boris et René Bourdet.

### Expositions de l'été

Fabienne Cinquin ; Collages d'Herbé ; Affiches de mai 1968.



### Où trouver Creuse-Citron ?

**Aubusson :** Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue  
*Au Fabuleux destin* café-spectacle, rue Cerclier  
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue  
*Presse d'Aubusson*, 31, Grande-Rue  
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix  
**Bénévent l'Abbaye :** Bar *Le Père tranquille*  
**Bourganeuf :** *Maison de la presse*  
**Boussac bourg :** *Ferme Chauveix*  
**Bussière-Dunoise :** Bar-coiffeur *Pignaut*  
**Chambon-sur-Voueize :** Bar *Le bistrot d'autrefois*  
**Champagnat / St-Domet :** Étang de la Naute  
**Colondannes :** *Auberge du prieuré*  
**Dun-le-Paestel :** Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots  
**Évaux-les-bains :** Bar-tabac *Le Rallye*  
Cinéma *Alpha*

**Eymoutiers :** Librairie *Passe-Temps*  
Ressourcerie *Le Monde allant vers*  
*Café des enfants*  
**Felletin :** Bar-tabac *Le Troubadour*  
Ressourcerie *Court-circuit*  
Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*  
**Gargilesse-Dampierre :** *Auberge de la Chaumerette*  
**Guéret :**  
*Coop des champs*, rue de Lavilatte  
*Bar de la Poste*, rue Martinet  
Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France  
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché  
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat  
**Jarnages :** *L'Alzire*, café hôtel restaurant  
**La-Jonchère-St-Maurice :** *Le Radeau actif*  
**La Souterraine :** *Le Panier du coin*  
**Limoges :** Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte

*Undersounds*, 6, rue de Gorre  
**CIRA**, 64, rue de la Révolution  
**Montluçon :**  
Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame  
Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges  
**Royère-de-Vassivière :** Bar *L'Atelier*  
**St-Loup :** Restaurant *Le P'tit loup*  
**St-Junien-les-Combes :** Lieu associatif *Comme une fleur sur la soupe*  
**St-Sulpice-le-Guérétois :** *Le Caméléon café*, Claverolles  
**Sardent :** Épicerie *Vival*  
**Sur le plateau et les marchés :** Épicerie itinérante *Le Temps des cerises*  
et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron  
BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
Courriel : [creuse-citron@legtux.org](mailto:creuse-citron@legtux.org)  
Impression : Espace Copie Plan, Guéret

### Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.